

Grandes manœuvres chez les populistes européens

L'Italien Salvini cherche à forger une alliance entre extrême droite et droite dure en vue du scrutin européen

Matteo Salvini à Varsovie pour y rencontrer, mercredi 9 janvier, les dirigeants du parti ultraconservateur Droit et justice (PiS) au pouvoir et évoquer une grande alliance des droites radicales aux élections européennes de mai prochain. Marine Le Pen réunissant, à Paris, des correspondants étrangers pour leur dire comment « *L'Europe peut changer, de l'intérieur et radicalement* » après ce scrutin. Des déclarations à la presse belge de Gerolf Annemans, du parti Vlaams Belang et vice-président de l'Europe des nations et des libertés (ENL, le groupe d'extrême droite qui rassemble actuellement 34 élus de 8 pays, dont 15 Français du Rassemblement national, RN) annonçant notamment un possible ralliement des Italiens du Mouvement 5 étoiles au lendemain du vote.

Approches, manœuvres, infos et intox mais, en tout cas, certitude que l'extrême droite de l'échiquier européen compte bien tirer un avantage maximal d'une élection qui pourrait être marquée par une forte progression des populistes eurosceptiques. Ils étaient 100 au total, répartis dans plusieurs groupes depuis le dernier scrutin de 2014 ; des sondages leur promettent 150 à 160 élus en mai. Les enquêtes prédisent aussi un effondrement des sociaux-démocrates et donnent quelque 180 élus à la droite conservatrice du Parti populaire européen (PPE). « *Si on arrive à faire un seul grand groupe réunissant tous les partisans d'une Europe des nations, on peut devenir une force*

incontournable. Peut-être la première du parlement », rêve Nicolas Bay, eurodéputé RN et coprésident du groupe ENL.

« L'Europe doit revenir à son identité et à ses racines judéo-chrétiennes »

MATTEO SALVINI

ministre de l'intérieur italien

Il faudrait, pour cela, réunir des forces encore disparates. Les thèmes de la souveraineté, de l'identité, de la protection des frontières peuvent fédérer mais les sympathies de Marine Le Pen et Matteo Salvini pour Vladimir Poutine indisposent le PiS polonais tandis que l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) goûte peu les extravagances budgétaires du gouvernement de Rome.

Rêve d'une nouvelle victoire

Le principal artisan des contacts en cours est, à ce stade, Matteo Salvini, le ministre italien de l'intérieur. L'opposition à la Commission de Bruxelles semble être le principal facteur de cohésion entre son parti, la Ligue, et son allié gouvernemental, le Mouvement 5 étoiles. Paraissant assuré de triompher en Italie – les sondages le créditent de plus de 30 % d'intentions de vote –, Matteo Salvini s'est mis à rêver d'une nouvelle victoire, continentale celle-ci, qui changerait le visage de l'Europe.

La cheville ouvrière de son projet est Lorenzo Fontana, actuel ministre de la famille du gouvernement Conte. Opposé à l'avor-

tement et aux unions homosexuelles, partisan d'une Europe « *dont les racines remontent à la bataille de Lépante* » (à la guerre contre l'Empire ottoman), ce proche des milieux catholiques ultraconservateurs a siégé au Parlement européen de 2009 à 2018.

Il tente, à Bruxelles, de nouer des contacts afin de former une coalition des eurosceptiques.

Dans ce projet, le PiS polonais est considéré comme un allié indispensable. Les deux formations ne sont pas sur la même ligne concernant, notamment, la réforme des accords de Dublin sur la migration (Varsovie refuse tout schéma contraignant de relocalisations) mais l'essentiel est ailleurs. « *L'Italie et la Pologne vont être les acteurs d'un nouveau printemps, d'une renaissance des vraies valeurs de l'Union européenne* », a ainsi promis le ministre italien, mercredi, à Varsovie. « *L'Europe doit revenir à son identité et ses racines judéo-chrétiennes, ce qui est négligé de façon folle à Bruxelles* », déclarait-il, prônant « *moins de finance, moins de bureaucratie, plus de famille, et plus de sécurité* ».

A l'issue de son entretien avec l'homme fort du pays, Jaroslaw Kaczynski, le président du PiS, M. Salvini a estimé que leurs points de vue convergeaient sur « 90 % » des sujets. Il n'a pas révélé les détails d'un possible projet commun mais, affirmait-il, « *nous pourrions proposer un pacte en 10 points pour l'Europe (...)* Je n'ai pas la certitude que nous aurons un avenir commun, mais nous y travaillons. L'axe franco-allemand sera peut-être remplacé par l'axe italo-polonais », assurait-il. Si le gouvernement polonais espérait recruter

un allié dans son conflit avec Bruxelles autour de l'Etat de droit, il aura toutefois été déçu d'entendre son hôte italien refuser « toute promesse » en la matière. Les positions de M. Salvini sur l'annexion de la Crimée par la Russie ou sur la limitation des fonds européens pour les pays d'Europe centrale restent d'autres sujets de divergence. Comme la proximité affichée de l'Italien avec Marine Le Pen : M. Kaczynski a souligné à plusieurs reprises que son parti n'avait « rien à voir » avec le RN. Or, le parti de M^{me} Le Pen confirme que des meetings communs sont « prévus » avec les partis « amis », dont la Ligue de M. Salvini.

Possibilité d'alliances

L'extrême droite cherchera-t-elle aussi des alliés à Budapest ? Des contacts auraient été pris, début décembre, entre des membres de la formation de M^{me} Le Pen et des membres du Fidesz, le parti de Viktor Orban. Maintenu au sein du PPE, le premier ministre hongrois sonde lui aussi la possibilité d'alliances avec l'extrême droite. Son rêve étant de dominer un groupe conservateur délesté de ses éléments les plus libéraux, mais ouvert à certains éléments de l'extrême droite, dont M. Salvini. A Strasbourg, d'autres évoquent un autre scénario encore et voient plutôt le

« Ces partis extrêmes ne parviennent pas à mettre en place un vrai programme commun européen »

ALAIN LAMASSOURE
député européen (LR)

groupe des réformistes et des conservateurs (ECR, 74 membres), bientôt orphelin des tories britanniques pour cause de Brexit, devenir le creuset d'un futur grand parti eurosceptique après les élections. Surtout s'il arrive à attirer les élus de la Ligue italienne. En ralliant l'ECR, M. Salvini se placerait à la droite de la droite traditionnelle et trouverait des alliés moins sulfureux que M^{me} Le Pen ou le Néerlandais Geert Wilders. Nicolas Dupont-Aignan, crédité de 7 % d'intentions de vote aux européennes, a, quant à lui, déjà officialisé son adhésion au groupe.

Le PiS va devenir le noyau dur de l'ECR après la sortie du Royaume-Uni de l'UE mais devra nouer de nouvelles alliances après le départ des tories, d'autant que ses manœuvres d'approche du PPE n'ont rien donné : « Pas question qu'eux ou la Ligue nous rejoignent », affirme une source bien informée. La famille conserva-

trice héberge il est vrai 18 députés de Plate-forme civique – le parti du président du Conseil, Donald Tusk, bête noire du PiS.

« Difficultés à s'entendre »

Face à ces mouvements, des élus proeuropéens tentent de (se) rassurer. Ils soulignent que jusqu'ici leurs adversaires se sont montrés trop désunis pour peser véritablement. M^{me} Le Pen a mis près d'un an pour parvenir à constituer son groupe et ses élus n'ont brillé que par quelques déclarations en plénière, rappellent-ils. « Ces partis extrêmes, foncièrement nationalistes, ne parviennent pas à mettre en place un vrai programme commun européen », estime le Français Alain Lamassoure, élu LR à Strasbourg presque sans interruption depuis 1989. Leurs manœuvres actuelles traduisent surtout leurs difficultés à s'entendre », estime encore l'eurodéputé, davantage inquiet, dit-il, du possible éclatement des partis proeuropéens après le scrutin de mai.

Pierre Moscovici, toujours socialiste et actuel commissaire à l'économie, est moins optimiste. « Je ne crois pas que l'extrême droite soit condamnée à rester divisée, je crains que ses leaders finissent par trouver des éléments fédérateurs, même s'ils ne parviendront probablement pas à constituer un groupe unique. » ■

SERVICE INTERNATIONAL

En Italie, la coalition se déchire sur l'accueil des migrants

CERTES, aucun port n'a été ouvert. Mais cela suffit-il pour crier victoire ? Dans la nuit du 9 au 10 janvier, peu après 1 heure du matin, après un sommet très tendu à la présidence du conseil italien, Giuseppe Conte et ses deux vice-premiers ministres, Matteo Salvini (Ligue, extrême droite) et Luigi Di Maio (Mouvement 5 étoiles, M5S, « anti-système ») sont parvenus à un accord. L'Italie prendra sa part des 49 migrants secourus dans le canal de Sicile fin décembre par les ONG Sea-Watch et Sea Eye, qui ont débarqué à Malte le 9 janvier.

« Un peu plus de dix » candidats à l'exil, surtout des femmes et des enfants, mais « sans séparer les cellules familiales », précise le

communiqué, seront accueillis par l'Eglise évangélique vaudoise, la plus importante branche du protestantisme italien, qui assumera le coût de leur accueil.

Mais, dans le même temps, le premier ministre italien, Giuseppe Conte, demandera en urgence une rencontre au commissaire européen à l'immigration, Dimitris Avramopoulos, dans lequel il exigera de la part des partenaires européens de l'Italie (dont l'Allemagne) la prise en charge immédiate de 200 demandeurs d'asile, qui devaient être relocalisés depuis août 2018.

« Ligne rigoureuse »

Pour le ministre de l'intérieur,

Matteo Salvini, tenant de la fermeté absolue depuis le début de la crise, il s'agit là d'un préalable : « Il n'y aura aucune arrivée en Italie tant que l'Europe ne respectera pas ses engagements », a-t-il aussitôt menacé, avant d'ajouter que « le gouvernement est uni sur une ligne rigoureuse : ports fermés et lutte contre les passeurs et les ONG ».

Reste que ces protestations d'unité ne tromperont personne. Les derniers jours ont été marqués par une dispute d'une gravité inédite entre Matteo Salvini et ses partenaires du M5S, qui plaident pour une attitude moins intransigeante étant donné la gravité de la situation humanitaire. Mardi, alors que

son ministre de l'intérieur refusait toujours d'ouvrir les ports italiens aux femmes et aux enfants « *pour une question de principe* », le président du conseil avait lancé que, dans ce cas-là, « *il irait les chercher par avion* ». En déclarant mercredi qu'« *il y a une limite à la rigueur* », le premier ministre italien n'aura fait qu'accroître encore la fureur de la Ligue.

Ces dernières heures, l'escalade verbale entre les deux composantes de la coalition ont atteint un tel point que Matteo Salvini en est venu à menacer Luigi Di Maio de mettre son veto au dé-

cret lançant la mise en place du revenu de citoyenneté, mesure phare du programme du « 5 étoiles », qui doit être publié d'ici à la fin de la semaine.

En situation de force dans les sondages, qui lui donnent plus de 30 % des intentions de vote, et semblant assuré que son partenaire de coalition, Luigi Di Maio, sera trop affaibli en interne pour résister à la moindre épreuve de force, Matteo Salvini a choisi de tenir, quoi qu'il en coûte, la ligne politique qui lui a jusqu'à présent si bien réussi, à quelques mois d'une échéance européenne dé-

cisive. Reste à savoir comment, sur ces bases, le gouvernement italien résistera aux tensions que ne manquera pas de susciter la campagne électorale. ■

JÉRÔME GAUTHERET (À ROME)